

DE KYOTO A COPENHAGUE : LE CLIMAT ENTRE LES MAINS DES NATIONS UNIES

Lundi prochain s'ouvre à Copenhague la conférence des Nations Unies sur le changement climatique. Durant 2 semaines, du 7 au 18 décembre, les représentants des 187 pays signataires de la *convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* tenteront de négocier un accord sur des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

L'enjeu est de taille ! Alors que les experts internationaux ont établi avec certitude la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement de la planète (via précisément l'augmentation brutale des émissions de gaz carbonique, méthane et autres gaz à effet de serre depuis un siècle et demi), il s'agit de trouver une solution à l'échelle mondiale permettant de limiter la hausse des températures à 2°C au dessus des niveaux préindustriels, seuil au-delà duquel le risque de bouleversements irréversibles et catastrophiques devient trop grave.

Cette solution passe bien évidemment par la réduction des émissions. Tout le problème est donc de définir des objectifs chiffrés ambitieux et partagés par le plus grand nombre de pays. Un premier accord international signé en 1997, *le protocole de Kyoto*, constitue un premier pas sur cette voie, mais il est insuffisant, d'autant plus que les Etats-Unis ne l'ont pas ratifié !

L'Union Européenne, quant à elle, s'est fixé des objectifs plus ambitieux au travers du *paquet Energie-Climat* adopté en décembre 2008. Cet engagement unilatéral pourrait même être revu à la hausse en cas d'accord international. L'Europe entend ainsi se positionner comme le leader mondial de la lutte contre le changement climatique, espérant convaincre par l'exemple les autres principaux émetteurs de GES. C'est aussi cela la défense du modèle européen !

Reste que cet effort représente un investissement colossal que tous les pays ne sont pas disposés à consentir, les plus pauvres n'en ayant tout simplement pas les moyens. Une bonne dose de courage politique et de solidarité internationale sera donc indispensable pour aboutir...

Alain MARTY
Centre d'information Europe Direct